

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIÈRES (CCATP)

(CCATP N° dirce-xly-cgr-25-dv-dse du 26/06/2025)

Pouvoir adjudicateur

État - Ministère chargé des transports
Direction Interdépartementale des Routes Centre-Est

Représentant du pouvoir adjudicateur (RPA)

Madame la Directrice Interdépartementale des Routes Centre-Est, par délégation de Monsieur
le Préfet, coordonnateur des itinéraires routiers
(selon l'arrêté préfectoral en vigueur)

Objet du marché

Entretien des dépendances vertes du réseau routier national – fauchage d'automne -
district de Saint-Étienne

Remise des offres

Date limite de réception : vendredi 1^{er} août 2025 à 12h00 (heure locale de l'adresse du
RPA)

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIÈRES

SOMMAIRE

	Pages
ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	4
1-1. Objet du marché et Normes.....	4
1-2. Représentation du pouvoir adjudicateur et forme des notifications.....	5
1-3. Point de départ du délai d'exécution.....	6
1-4. Passation des commandes.....	6
1-5. Décomposition en tranches et en lots.....	7
1-6. Mesures de sécurité - Prestations intéressant la Défense - Obligation de discrétion.....	7
1-7. Contrôle des coûts de revient.....	7
1-8. Dispositions générales.....	7
1-9. Ordres de service.....	10
ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....	10
ARTICLE 3. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES...11	11
3-1. Tranche(s) optionnelle(s).....	11
3-2. Contenu des prix - Règlement des comptes.....	11
3-3. Variation dans les prix.....	13
3-4. Paiement direct des sous-traitants.....	14
ARTICLE 4. DURÉE DU MARCHE ET DÉLAI D'EXÉCUTION - PENALTIES, PRIMES ET RETENUES.....	15
4-1. Durée du marché et délais d'exécution.....	15
4-2. Pénalités pour retard d'exécution.....	15
4-3. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution.....	15
4-5. Interventions urgentes.....	15
ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ.....	16
5-1. Retenue de garantie.....	16
5-2. Avances.....	16
ARTICLE 6. QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET	

PRODUITS.....	16
ARTICLE 7. PRÉPARATION ET EXÉCUTION DU MARCHÉ.....	16
7-1. Période de préparation.....	16
7-2. Programme d'exécution.....	16
7-3. Conditions d'exécution.....	16
ARTICLE 8. CONTRÔLES, ADMISSIONS ET GARANTIES.....	19
8-1. Vérifications quantitatives et qualitatives.....	19
8-2. Admission.....	19
8-3. Garantie(s).....	19
ARTICLE 9. RÉSILIATIONS.....	19
ARTICLE 10. CLAUSES TECHNIQUES.....	20
10.1 – FAUCHAGE MÉCANIQUE.....	20
10.2 – RAMASSAGE DES RÉSIDUS DE COUPE.....	21
10.3 – FAUCHAGE MANUEL LINÉAIRE OU EN ZONE PLANTÉE ET SOUS BOIS.....	21
10.4 – OUVRAGES EN BÉTON.....	21
10.5 – TAILLE.....	21
10.6 – DÉBROUSSAILLEMENT.....	21
10.7 – ENTRETIEN MANUEL DE ZONE PLANTÉE PLANE OU EN TALUS.....	21
10.8 – MISE A DISPOSITION DU PERSONNEL.....	22
10.9 – MISE A DISPOSITION DE MATÉRIEL ET D’ENGINS.....	22
10.10 – CIRCULATION DES ENGINS ET VÉHICULES DE CHANTIER SIGNALISATION DE CHANTIER.....	22
ARTICLE 11. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	23

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIÈRES

Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

Dans tout ce document, le "Maître de l'ouvrage" est le pouvoir adjudicateur pour le compte duquel les prestations sont exécutées.

ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1-1. Objet du marché et Normes

Le maître de l'ouvrage déterminera pour chaque commande et opération si la loi n°93-1418 s'applique. Pour les opérations concernées, les prestations relèvent alors de la catégorie 3 au sens du Code du Travail (loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993).

Les prestations, objet du présent marché, concernent l'entretien des dépendances vertes du réseau routier national géré par le District de Saint-Étienne.

Les travaux pouvant faire l'objet d'une commande comprennent :

- le fauchage manuel ou mécanique des zones enherbées avec ou sans ramassage suivant les conditions météorologiques et suivant la demande du Maître d'œuvre ;
- le fauchage manuel linéaire le long des clôtures, murs, G.B.A., etc ;
- la mise à disposition de matériel et de personnel.

Les lieux d'exécution des prestations sont les suivants : les prestations, objet du présent marché sont à réaliser sur les dépendances des sections courantes et bretelles de :

District	Routes exploitées
District de Saint-Étienne	<u>Département du Rhône</u>
	Itinéraire État géré par le district
	<u>Département de la Loire</u>
	Itinéraire État géré par le district

Ainsi que toutes les bretelles, délaissées et aires de repos se rattachant à ces réseaux.

La présente consultation est lancée selon la procédure **adaptée** définie aux articles L.2123-1 et R.2123-1 à R.2123-7 du CCP.

Ces prestations doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes.

1-2. Représentation du pouvoir adjudicateur et forme des notifications

1-2.1. Représentation du pouvoir adjudicateur pour l'exécution du marché

Pour les besoins de l'exécution du marché, les personnes physiques désignées ci-après sont habilitées à représenter le RPA auprès du titulaire :

1. Le chef de service ou son représentant pour assumer les fonctions suivantes :
 - a) Réception des communications du titulaire avec le pouvoir adjudicateur, auxquelles il entend donner date certaine ainsi que la notification des décisions et communications du pouvoir adjudicateur faisant courir un délai (article 3-1 du CCAG) ;
 - b) Réception de la lettre recommandée du titulaire signalant les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel (article 13.3.2 du CCAG) ;
 - c) Signature et notification, en tant que représentant du pouvoir adjudicateur pour l'exécution du marché, des décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet lorsque celles-ci résultent strictement de dispositions contractuelles (article 25 du CCAG).
2. Le chef du district de Saint-Étienne ou son représentant pour assumer les fonctions suivantes :
 - a) Réception de la demande de paiement (article 11.6 du CCAG) ;
 - b) Proposition d'acceptation ou de rectification de la facture et de complément de la facture (article 11.7 du CCAG) ;
 - c) Suspension du délai global de paiement s'il n'est pas possible, du fait du titulaire, de procéder aux opérations de vérifications ou à toutes autres opérations nécessaires au paiement ;
 - d) Information du titulaire de la suspension du paiement par le comptable assignataire ;
 - e) Vérifications quantitatives et qualitatives, qu'elles soient exécutées directement par lui-même ou, sous sa responsabilité, par des agents qu'il désigne (articles 23 et 24 du CCAG).

1-2.2. Notification des décisions

Dans le cas où les notifications au titulaire devraient être effectuées à une adresse différente de celle figurant dans l'acte d'engagement, le titulaire est tenu de fournir l'adresse avant la notification du marché.

1-2.3. Notifications par échanges dématérialisés

L'échange dématérialisé est obligatoire.

Les notifications seront effectuées aux adresses de messagerie électronique indiquées dans l'acte d'engagement. Tout changement devra être signalé pour être valable.

Les notifications et échanges se feront en utilisant les fonctionnalités de la plateforme de dématérialisation du pouvoir adjudicateur permettant l'envoi de courrier ou document par voie électronique avec avis de réception et horodatage des échanges.

Dans ce cas, les délais commenceront dès réception de l'accusé réception par le titulaire de l'échange électronique, par dérogation à l'article 3.2.1 du CCAG.

Par réciprocité, la notification au représentant du pouvoir adjudicateur ainsi qu'aux personnes

désignées dans les pièces particulières ou générales du marché, des informations ou transmissions du titulaire qui font courir un délai, peut être faite par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques dans les mêmes conditions que celles décrites ci avant.

1-3. Point de départ du délai d'exécution

Le bon de commande précise les conditions d'exécution et en particulier la mise en œuvre d'une période de préparation si elle s'avère nécessaire.

Il sera dérogé à l'article 13.1.2 du CCAG dans le cas où le délai d'exécution du bon de commande partirait de la date précisée dans la décision du RPA pour commencer l'exécution de celui-ci.

1-4. Passation des commandes

Les commandes successives sont adressées sous forme de bons de commandes signés par le maître d'ouvrage ou son représentant ayant reçu délégation.

Les bons de commande seront adressés pendant les jours et heures ouvrables, (du lundi au vendredi de 8h00 à 11h45 et de 13h30 à 16h45) par échanges dématérialisés dans les conditions définies au 1-2.3 du présent CCATP ;

Les notifications seront effectuées aux adresses de messagerie électronique indiquées dans l'acte d'engagement. Tout changement devra être signalé pour être valable.

Si le marché est passé avec un **groupement conjoint**, le mandataire du groupement est solidaire, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître de l'ouvrage.

Le pouvoir adjudicateur confie au titulaire, pendant toute la durée de validité du marché précisée à l'article 3-1 de l'acte d'engagement, l'exécution de la totalité des prestations ci-dessus définies, suivant commandes faites au fur et à mesure des besoins.

Chaque bon de commande précise :

- Le maître d'ouvrage ;
- Le titulaire ;
- La désignation des prestations ;
- La quantité commandée par prestation ;
- Les prix unitaires et/ou forfaitaires ;
- Le montant par prestation ;
- Le montant de la commande hors taxe, le montant de la TVA et le montant TTC ;
- La date de début des prestations et le délai d'exécution ;
- La référence du marché (n°EJ long et n°EJ court).

1-5. Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches, les prestations ne sont pas réparties en lots.

1-6. Mesures de sécurité - Prestations intéressant la Défense - Obligation de discrétion

1-6.1. Mesures de sécurité

Sans objet

1-6.2. Dispositions relatives aux prestations intéressant la "Défense"

Sans objet.

1-6.3. Obligation de discrétion

Sans objet.

1-7. Contrôle des coûts de revient

Sans objet.

1-8. Dispositions générales

1-8.1. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du RPA, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RPA, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 32.1 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de titulaires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

1-8.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

1-8.2.1. Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet

Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent CCATP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

1-8.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au maître d'ouvrage les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
 - les salariés détachés par ses soins,
 - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
 - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le maître d'ouvrage, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 32 du CCAG.

1-8.3. Assurances

Les titulaires et leurs sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris l'acheteur public et aux autres intervenants, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif et immatériel non consécutif, du fait de l'opération avant ou après son exécution.

Leurs polices doivent apporter les minimums de garantie suivants :

- dommages corporels : 4 500 000 € par sinistre ;
- dommages matériels et immatériels : 750 000 € par sinistre et par année ;

Pour justifier l'ensemble de ces garanties et par dérogation à l'article 9-2 du CCAG, les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Ils doivent adresser ces attestations à la personne publique dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande de la personne publique, les titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes ainsi que de celles de leurs sous-traitants.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture d'un titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à sa charge.

Le non respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le maître d'ouvrage.

1-8.4. Désignation de sous-traitants en cours de marché

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-8.3. ci-dessus.

1-8.5. Réalisation de prestations similaires

Sans objet.

1-8.6. Clauses sociales et environnementales

Sans objet.

1-9. Ordres de service

L'ordre de service est la décision du pouvoir adjudicateur qui précise les modalités d'exécution des prestations prévues par le marché.

Les ordres de service sont notifiés par le représentant du pouvoir adjudicateur, désigné lors de la notification du marché, au titulaire dans les conditions de l'article 3.8 du CCAG.

ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles en particulier les actes spéciaux de sous-traitance, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de la personne publique fait seul foi (**daté et signé par les représentants habilités des parties**) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG) ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières (CCATP) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de la personne publique fait seul foi ;
- La liste des prix ;
- les actes spéciaux de sous-traitance ;
- les avenants et leurs annexes ;
- les bons de commande émis au titre du présent marché ;
- les normes en vigueur et les guides techniques du SETRA ;
- les politiques de la DIR Centre-Est en terme d’entretien des dépendances vertes.

Engagements Unilatéraux de l’entreprise

A l’appui de son offre, l’entrepreneur a présenté les documents listés ci-dessous qui constitue des engagements unilatéraux de sa part vis-à vis du maître d’ouvrage et du maître d’œuvre qui pourront par conséquent à tout moment, exiger de l’entrepreneur le strict respect des dispositions contenus dans ces documents.

En revanche, s’agissant d’engagements unilatéraux de l’entrepreneur, ils ne lui confèrent pas de droits, de sorte que ce dernier ne pourra s’en prévaloir d’une quelconque manière, notamment à l’appui d’une quelconque forme de réclamation au motif notamment que les moyens effectivement mis en œuvre pour réaliser les ouvrages différeraient de ceux qu’ils avaient décrits dans ses documents.

Cet engagement unilatéral est le suivant :

- le mémoire technique prévu par le Règlement de Consultation ;

ARTICLE 3. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES

3-1. Tranche(s) optionnelle(s)

Sans objet.

3-2. Contenu des prix - Règlement des comptes

3-2.1. Contenu des prix

Les prix du marché sont hors TVA et sont établis en tenant compte :

- de toutes les suggestions du CCAG ;
- des dépenses liées aux mesures particulières concernant le tri, l'évacuation et l'élimination des déchets conformément à la législation en vigueur et au SOSED ;
- que les prestations seront réalisées sur voies rapides ou sur route bidirectionnelle de jour comme de nuit avec les attentes nécessaires à la mise en place et au déplacement de la signalisation de protection effectués par et sous la responsabilité des CEI concernés ;
- que les prestations seront effectuées sous et hors circulation (neutralisation d'une, plusieurs ou toutes les voies avec basculement ou déviation de la circulation par le maître d'œuvre) avec les attentes dues au trafic, incidents ou accidents ;
- que les annulation ou interruption des postes de travail pour risque d'intempéries ne feront pas l'objet d'une indemnisation de la part du Maître d'Ouvrage ;

Cette décision d'annuler ou non le poste de travail pour risque d'intempéries sera prise contradictoirement entre le Maître d'œuvre et l'entreprise après avoir pris connaissance lors d'un contact avant chantier chaque jour à 16 heures du bulletin de prévision météorologique édité par Météo France (station météo la plus proche du secteur concerné), la prise de décision finale restant du pouvoir du Maître d'œuvre.

- Des adaptations pour le passage des transports exceptionnels et accès permanent des véhicules de sécurité ;
- de toutes les sujétions liées au travail de nuit (à décrire dans le PAQ), notamment vis-à-vis de la fourniture, la mise en œuvre et la maintenance de l'éclairage nécessaire et conforme à la réglementation en vigueur et aux exigences du Code du Travail.
- que des prestations pourront être à exécuter en urgence de jour comme de nuit, en semaine, en week-end et sur des jours fériés.
- Des définitions horaires suivantes pour l'application des prix:
 - Horaires de jour : de 06h00 à 20h00 ;
 - Horaires de nuit : de 20h00 à 06h00 ;
 - Horaires de week-end (de jour comme de nuit) : du vendredi 20h00 au lundi 06h00 ;

Ces horaires définissent l'application des prix jour, nuit et week-end et non la tranche

horaire de chantier. Les délais d'exécution et les tranches horaires d'intervention seront définis dans chaque bon de commande.

- des définitions suivantes des horaires de chantier :
 - Les horaires d'interventions peuvent être modifiés suivant les impératifs liés à la circulation (trafic), aux accidents et à la sécurité.
 - Les jours et horaires des interventions programmées seront déterminés exactement avec le maître d'œuvre et validés dans le dossier d'exploitation. Tout dépassement des horaires et jours de travail seront sanctionnés par l'application des pénalités définies dans le CCATP.
 - secteurs autoroutiers et voies rapides urbaines :
 - Les horaires des travaux d'entretien programmé varient suivant les secteurs autoroutiers d'intervention. A titre indicatif, ils sont compris entre 9h00 et 16h30 pour les travaux de jour et entre 21h30 et 5h00 pour les travaux de nuit.
 - Secteurs des routes nationales :
 - Les horaires des travaux d'entretien programmé varient suivant les secteurs d'intervention. A titre indicatif, ils sont compris entre 8h00 et 16h30 pour les travaux de jour et entre 21h30 et 6h pour les travaux de nuit.
- des définitions du temps de travail :
 - pour le travail programmé :
 - La durée du temps de travail à prendre en compte pour l'établissement des constats de travaux sera le suivant :
 - Heure de début : heure d'arrivée au lieu de rendez-vous.
 - Heure de fin : heure de fin des travaux .
 - L'entrepreneur devra tenir compte dans ses prix des délais de route pour rejoindre les lieux de rendez-vous et pour les retours au siège de la société après travaux

3-2.2. Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans la liste des prix.

3-2.3. Modalités du règlement des comptes du marché

Le montant des sommes dues sera établi sur la base de constats contradictoires entre le représentant du titulaire et le RPA.

Les demandes de paiement sont présentées conformément au modèle qui est remis au titulaire lors de la notification du marché.

Les modalités de règlement du marché sont conformes aux articles *11 et 12* du CCAG. La périodicité des règlements sera mensuelle.

La remise de la demande de paiement intervient au début du mois pour tous les bons de commande exécutés le ou les mois précédents.

3-2.4. Modalités de transmission et de paiement

3-2-4-1 Modalités de transmission des pièces de paiement

Les factures sont transmises par voie dématérialisée

Conformément à l'article 3 de l'ordonnance n°2014-697 précitée, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, outre les autres mentions prévues à l'article 1 du décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, les informations suivantes :

- Le numéro de marché
- Le numéro de SIRET de l'État : 11000201100044
- Le code du service exécutant de la dépense : CGFB200069
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) « *qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché* ».
- Le RIB de l'entreprise

3-2-4.2 Modalités de paiement

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

En l'absence d'obligation du titulaire de recourir à la facturation électronique, le point de départ du délai global de paiement est la date de réception de la demande de paiement par le RPA.

3-3. Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, la variation des prix ne s'applique pas aux indemnités, pénalités, retenues ou primes.

3-3.1. Les prix sont fermes.

3-3.2. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédant la date limite de remise des offres indiquée en page 1 du présent CCATP.

Ce mois est appelé "mois zéro" (m_0).

3-3.3. Modalités de révision par ajustement des prix

Sans objet.

3-3.4. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le maître de l'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Le montant des sommes dues est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le pouvoir adjudicateur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi au titulaire à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par le maître de l'ouvrage. Le maître d'ouvrage règle le sous-traitant étranger sur la base d'une facture hors taxe et la TVA afférente au titulaire.

3-4. Paiement direct des sous-traitants

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les modalités des articles R.2193-10 à R.2193-16 du CCP complétées par les stipulations suivantes :

- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au pouvoir adjudicateur une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

ARTICLE 4. DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAI D'EXÉCUTION - PENALTIES, PRIMES ET RETENUES

4-1. Durée du marché et délais d'exécution

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement.

4-2. Pénalités pour retard d'exécution

Les pénalités pour retard d'exécution sont encourues sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire. Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, les pénalités de retard sont appliquées quels que soient leurs montants.

Dans le cadre des travaux programmés et afin de limiter au maximum la gêne occasionnée aux usagers par le chantier, les jours et horaires de travail seront définis précisément sur le bon de commande et lors d'une réunion préalable entre le maître d'œuvre et l'entreprise.

Tout retard dans l'achèvement des travaux dans les délais fixés au bon de commande, et ce, sans mise en demeure donnera lieu à une pénalité forfaitaire de 300,00 € à laquelle viennent s'ajouter:

- une pénalité de 500 € par jour ou nuit supplémentaire non décidée par le maître d'œuvre et résultant de l'entreprise ;

- - une pénalité par quart d'heure supplémentaire de 500,00 € (compris tout quart d'heure entamé) en cas de dépassement de l'horaire de fin de chantier ;

4-3. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution

Sauf disposition contraire, les pénalités et retenues définies ci-après sont applicables à tous les bons de commandes.

4-3.1. Pénalité pour non remise en état des lieux

Le titulaire est tenu de respecter la propreté des locaux ou emplacements de la personne publique. En cas de non remise en état des locaux ou emplacements de la personne publique après exécution des prestations, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 500 €.

4-3.2. Pénalité pour non-conformité des matériels

En cas de non-conformité constatée des matériels vis-à-vis des prescriptions du CCATP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 150 € par constatation.

4-3.3. Pénalité pour non remise des bordereaux de suivi des déchets prévus au 8-1 du présent CCATP

En cas de non remise des bordereaux de suivi des déchets dans les délais prévus au 8-1 du présent CCATP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 200 €.

4-5. Interventions urgentes

Sans objet.

ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

5-1. Retenue de garantie

Sans objet.

5-2. Avances

Sans objet.

ARTICLE 6. QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée à la personne publique avec tous les documents justificatifs, dans les 30 jours qui suivent la notification du marché.

ARTICLE 7. PRÉPARATION ET EXÉCUTION DU MARCHÉ

7-1. Période de préparation

Le bon de commande précise la mise en œuvre d'une période de préparation si elle s'avère nécessaire.

7-2. Programme d'exécution

Sur demande de l'une ou l'autre des parties, un programme d'exécution est établi en commun.

7-3. Conditions d'exécution

7-3.1. Dispositif de sécurité

L'entreprise est censée savoir que l'exécution de certaines prestations est soumise aux diverses contraintes dues aux mesures d'exploitation liées au trafic, et qu'elle ne pourra se prévaloir d'indemnisation complémentaire ultérieure concernant les attentes ou problèmes divers qui peuvent en découler.

Pendant les trajets sur les voiries, le prestataire s'assurera qu'aucun déversement provenant des camions ne se produira sur les chaussées.

7-3.2. Installation des chantiers du titulaire

Lorsqu'une installation de chantier est nécessaire : Le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel et de leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

7-3.3. Lieux de dépôt des produits de fauchage, débroussaillage, etc issus de l'exécution des prestations

Ils sont précisés par le titulaire à la préparation de chaque chantier.

7-3.4. Signalisation du site à l'égard de la circulation publique

La mise en place, le déplacement, la maintenance et l'enlèvement de la signalisation temporaire de chantier n'est pas à la charge de l'entreprise. Cette prestation sera assurée par le maître d'œuvre.

7-3.5. Maintien des communications

Sans objet.

7-3.6. Accès, consignes, personnel et moyens du titulaire

Le personnel du titulaire possède les qualifications requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées.

Le titulaire désigne en outre un responsable qui est l'interlocuteur habituel de la personne publique. Tout changement de ce responsable est soumis à l'agrément préalable de la personne publique.

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis :

- aux dispositions générales prévues par la législation du travail ;
- au règlement intérieur de l'établissement.

La personne publique se réserve le droit à tout moment, et sans avoir à en justifier, de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire ou même de lui refuser l'accès des lieux en toute ou partie.

Il est interdit à toute personne de pénétrer dans des locaux qui n'exigent pas son intervention.

Le titulaire met en place à ses frais l'ensemble des moyens désignés au CCATP conformes à la bonne exécution de ses prestations

7-3.7. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)

A - Principes généraux

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du Travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur SPS.

L'intervenant qui a déplacé un dispositif de sécurité collectif, a l'obligation et la charge de le remettre en place immédiatement.

Les dispositifs de sécurité (échafaudage de façade, filet de protection, etc.) mis en place par un intervenant pour l'exécution de ses prestations spécifiques ne peuvent être déplacés ou modifiés que par celui-ci.

Ces installations restent sur le chantier tant qu'elles sont nécessaires à un corps d'état quelconque dans la limite des calendriers contractuels.

B - Autorité du coordonnateur SPS le cas échéant

Le coordonnateur SPS doit informer le maître de l'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tout moyen, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s), constaté(s) lors de ses visites sur le chantier, menaçant la sécurité ou la santé des travailleurs (tels que chute de hauteur, ensevelissement, etc.), le coordonnateur SPS doit définir les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au Registre Journal de la Coordination. Les reprises, décidées par le maître de l'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre journal.

C - Moyens donnés au coordonnateur SPS le cas échéant

1. Libre accès du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS a libre accès au chantier.

2. Obligations du titulaire

Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- Le Plan Particulier Simplifié de Sécurité et Protection de la Santé (PPSSPS) ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé ;
- La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- Dans les 5 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants, il tient à sa disposition leurs contrats ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé demandés par le coordonnateur SPS ;
- La copie des déclarations d'accidents de travail.

Le titulaire informe le coordonnateur SPS :

- De toutes les réunions qu'il organise, lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises, et lui indique leur objet ;
- De son/ses intervention(s) au titre de la Garantie de Parfait Achèvement (GPA) ;

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution des prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs par le coordonnateur SPS

A la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le Registre Journal de la Coordination.

D - Obligation du titulaire vis à vis de ses sous-traitants

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 et les stipulations du présent marché relatives à la coordination SPS.

ARTICLE 8. CONTRÔLES, ADMISSIONS ET GARANTIES

8-1. Vérifications quantitatives et qualitatives

Elles seront vérifiées à l'issue de chaque commande.

Le titulaire dispose d'un délai de 8 jours consécutifs à compter de la fin de l'exécution des prestations donnant lieu à une évacuation de déchets en centre de traitement ou de stockage pour remettre au maître d'œuvre, ou à son représentant désigné, le bordereau de suivi des déchets correspondant.

8-2. Admission

Aucune stipulation particulière.

8-3. Garantie(s)

8-3.1. Garantie des prestations

Le délai dont dispose le titulaire pour effectuer une mise au point ou une réparation qui lui est demandée, est fixé par décision du pouvoir adjudicateur après l'avoir consulté.

8-3.2. Garantie de suivi de la documentation

Sans objet.

8-3.3. Garanties particulières

Sans objet.

ARTICLE 9. RÉSILIATIONS

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le RPA des éléments énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 32.1 h) du CCAG.

Outre les cas et les conditions de résiliation du marché définis à l'article 32 du CCAG, l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP peut entraîner, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 32.2 du CCAG, la résiliation du marché par décision du pouvoir adjudicateur signataire du marché aux frais et risques du déclarant.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché pour ce motif ainsi que conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché dans les conditions de l'article 30.2 du CCAG.

Dans le cas où le pouvoir adjudicateur résilie le marché pour motif d'intérêt général, le pourcentage visé à l'article 33 du CCAG est fixé à 0.1%.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

ARTICLE 10. CLAUSES TECHNIQUES

10.1 – FAUCHAGE MÉCANIQUE

L'attention de l'entrepreneur est attirée sur les points suivants :

- en section courante, c'est à dire hors échangeurs, le fauchage mécanique comprend une coupe complète de la zone comprise entre la chaussée et le pied du talus ou le pied de clôture ;
- sur les talus en déblais ou en remblais quelques soient leurs hauteurs ;
- dans les échangeurs, le fauchage mécanique comprend la coupe complète de la zone quelles que soient les pentes des talus.

Le fauchage mécanique ainsi défini, comprend par ailleurs toutes les sujétions de bonne finition (y compris la finition manuelle), afin de dégager parfaitement :

- tous les supports de panneaux et de glissières métalliques ;
- les pieds des glissières béton ;
- le pourtour des plantations (ou des massifs) ;
- les bords de caniveaux et ouvrages de réception des eaux de ruissellement.

Il comprend également l'évacuation des produits issus du fauchage situés au droit des ouvrages d'assainissement pluvial (caniveau, grille, bouche d'égout, etc...)

- En règle générale, le fauchage sera exécuté avec des engins adaptés aux lieux (pentes, surfaces, plantations, etc).

Les travaux de fauchage mécanique devront être conduit de manière à conserver le bon aspect des engazonnements, malgré le passage des ouvriers et des engins de l'entreprise. En particulier, il ne sera pas accepté de traces de chenilles ou de pneumatiques. Une remise en état pourra être exigée par le maître d'œuvre aux frais de l'entrepreneur.

A la demande du maître d'œuvre, l'entrepreneur peut être amené à procéder à l'enlèvement des

objets et débris de toute nature se trouvant dans les zones enherbées. Ce nettoyage devra être effectué préalablement aux travaux de fauchage et les déchets devront être évacués aux décharges publiques agréées.

10.2 – RAMASSAGE DES RÉSIDUS DE COUPE

Les produits résultant des fauchages seront évacués aux décharges publiques agréées. Cette évacuation sera exécutée à la demande du maître d'œuvre.

Par contre, le ramassage des résidus de coupe sera prévu systématiquement dans et aux abords immédiats de caniveaux de recueilli des eaux pluviales. Cette prestation doit être prévue dans le prix de fauchage mécanique.

10.3 – FAUCHAGE MANUEL LINÉAIRE OU EN ZONE PLANTÉE ET SOUS BOIS

Ce fauchage sera effectué avec des appareils ou engins adaptés, tels que débroussailleuse à disques ou à fils, afin de nettoyer sur 1 (un) mètre de large au minimum les pieds de clôtures, de murs, de glissières béton, etc., ou pour réaliser le fauchage dans les zones de plantation dense d'arbres, d'arbustes et autres végétaux.

10.4 – OUVRAGES EN BÉTON

L'attention de l'entrepreneur est attirée sur la présence dans certaines zones à faucher, d'ouvrages en béton (regard, chambre de tirage, etc.).

Toute détérioration de ces ouvrages par le passage des engins de fauchage entraînera leur remise en état aux frais de l'entrepreneur.

10.5 – TAILLE

Sans objet.

10.6 – DÉBROUSSAILLEMENT

Le débroussaillage correspond au travail exécuté au-delà des zones de fauchage définies à l'article 2.1. Ces zones feront l'objet d'une demande d'intervention par le maître d'œuvre.

Il sera demandé la coupe de la végétation spontanée; entre autres de tous ligneux, arbustes, herbes hautes et épaisses, afin de leur rendre un état net et propre.

10.7 – ENTRETIEN MANUEL DE ZONE PLANTÉE PLANE OU EN TALUS

L'entretien comprend l'enlèvement des mauvaises herbes et des plantes parasites, la tonte, le binage et la taille de maintien avec outils adaptés des zones arborées planes ou en talus à plantation dense d'arbres, d'arbustes, plantes couvrantes, etc.

La prestation comprend également l'enlèvement, le chargement sur camion, le transport et la mise en décharge agréée choisie par l'entrepreneur des produits issus de l'entretien.

10.8 – MISE A DISPOSITION DU PERSONNEL

Toutes les personnes susceptibles de manœuvrer un véhicule ou un engin devront posséder les qualifications nécessaires et adaptées.

10.9 – MISE A DISPOSITION DE MATÉRIEL ET D'ENGINS

Tous les matériels et engins mis à la disposition du maître d'œuvre, devront être en parfait état de fonctionnement et posséder toutes les sécurités appropriées pour leur utilisation.

Les frais d'assurances, de carburants et d'entretien sont à la charge de l'entrepreneur.

10.10 – CIRCULATION DES ENGINS ET VÉHICULES DE CHANTIER **SIGNALISATION DE CHANTIER**

La circulation des engins de l'Entrepreneur sera soumise aux prescriptions suivantes :

10.10.1-Manœuvre des véhicules et engins de chantier

Toute manœuvre de véhicule ou engin hors de la zone de chantier réglementaire balisée sera soumise aux prescriptions du Code de la Route.

Les entrées et sorties de la zone de chantier se feront par les passages spécialement aménagés à cet effet, et toujours dans le sens de la circulation. Le créneau d'entrée sera toujours aménagé après le biseau de rétrécissement de la chaussée.

Lors de l'exécution de toute manœuvre, la priorité restera aux usagers.

Pour desservir le chantier, ne sont autorisés à circuler sans protection spéciale sur autoroute que les véhicules et engins immatriculés.

La circulation des autres véhicules se fera suivant les consignes particulières notifiées à l'Entreprise.

La traversée du terre-plein central est interdite. Le passage d'une chaussée à l'autre s'effectuera par l'intermédiaire des échangeurs.

10.10.2-Véhicules et engins lents non immatriculés

Pour desservir le chantier, ne sont autorisés à circuler sans protection spéciale, que les véhicules et engins immatriculés et susceptibles de se déplacer à une vitesse de 40 km/h (15 km/h sur rampes de 4 %).

10.10.3-Signalisation des véhicules et des personnels

Les véhicules et personnels devront être équipés de la signalisation temporaire conformément à l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière du 15 Juillet 1974 et au Tome 3 du manuel du chef de chantier « route à chaussée séparée »

10.10.4-Signalisation de chantier :

Bien que la signalisation de chantier soit mise en place par le maître d'œuvre, l'entrepreneur doit veiller au maintien en place de celle-ci, repositionner occasionnellement des éléments déplacés et prévenir le représentant du maître d'œuvre de tous problèmes survenus sur le balisage en place.

10.10.5-Éclairage du chantier:

Bien que la section concernée par les travaux soit équipée d’un réseau d’éclairage public, l’entrepreneur est tenu d’assurer l’éclairage de son chantier par tous moyens adaptés.

10.10.6-Nettoyage des voies publiques :

L'entrepreneur sera tenu d’assurer en permanence sur les voies publiques empruntées par ses véhicules ou engins, les nettoyages rendus nécessaires par suite de chutes éventuelles de matériaux.

Les dépenses correspondant à cette prestation seront entièrement à sa charge.

ARTICLE 11. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCATP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

a) CCAG :

CCATP 1-2.3	déroge à l'article	3.2.1 du CCAG
CCATP 1-3	déroge à l'article	13.1.2 du CCAG
CCATP 1-8.3	déroge à l'article	9.2 du CCAG
CCATP 2	déroge à l'article	4.1 du CCAG
CCATP 3-3	déroge à l'article	14.1.2 du CCAG
CCATP 4-2	déroge à l'article	14.1.3 du CCAG
CCATP 9	déroge à l'article	32.2 du CCAG
AE 3-2.	déroge aux articles	18.1.1 et 28.1 du CCAG